

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi en vigueur: 1970.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 536 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Fonds de prévoyance volontaire spécial pour les ressortissants résidant à l'étranger.

Sources de financement

Assuré: 3,6% du salaire.

Employeur: 6,4% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (50 ans si vieillissement prématuré) et 20 ans d'immatriculation. 60 mois de cotisations au cours des 10 dernières années. Cessation de toute activité rémunérée.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain, 5 ans d'immatriculation et 6 mois de cotisations au cours des 12 mois précédant l'incapacité.

Pensions de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Non payables à l'étranger, sauf si accord de réciprocité.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 30% du salaire moyen mensuel des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable).

Augmentation de 2% pour chaque année de cotisations au-delà de 180 mois.

Pension minimum: 60% du plus élevé des salaires garantis; maximum: 80% du salaire moyen mensuel.

Allocation de vieillesse: 1 mois de salaire par année de cotisations, si n'ayant pas droit à pension à l'âge de 55 ans

(ou 50 en cas de vieillissement prématuré), mais au moins 12 mois de cotisations.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie et en fonction des possibilités financières du régime.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 30% du salaire moyen mensuel des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Années en dessous de l'âge de 55 ans au moment de la demande comptées comme périodes de 6 mois d'assurance.

Augmentation de 2% pour chaque année de cotisations au-delà de 180 mois.

Pension minimum: 60% du salaire minimum le plus élevé; maximum: 80% du salaire moyen mensuel.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie et en fonction des possibilités financières du régime.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: Veuve âgée de 50 ans ou invalide, 50% de la pension de l'assuré. Egalement payée au veuf invalide à charge, à condition que le mariage ait été contracté au moins un an avant le décès du conjoint.

Pensions d'orphelins: 25% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin; 40% pour chaque orphelin de père et de mère. 50% pour l'ensemble des orphelins à partir d'au moins 2 orphelins.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Allocation de survivants: 1 mois de la pension de base de l'assuré pour chaque tranche de 6 mois de cotisations, si l'assuré n'avait pas droit à pension.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie et en fonction des possibilités financières du régime.

Organisation administrative

Ministère du Travail, de l'Emploi et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Office béninois de sécurité sociale: Gestion du régime.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1952.

Loi en vigueur: 1967.

Régime d'assurance sociale: Prestations de maternité seulement.

Champ d'application

Femmes salariées.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 0,2% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: 6 mois d'emploi soumis à l'assurance.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: Aucune fournie par l'assurance. (Conformément au Code du travail, les employeurs doivent accorder des congés payés de maladie aux travailleurs et payer 60% de tous les frais médicaux; 40% à la charge du travailleur.)

Prestations de maternité: 100% du salaire (50% à la charge de l'employeur).

Dues pour 6 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Aucune fournie par l'assurance.

(Conformément au Code du travail de 1967, les employeurs doivent fournir 60% des services médicaux et de santé à leurs travailleurs; 40% à la charge du travailleur.)

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

Les enfants à charge et le conjoint (femme) bénéficient des mêmes dispositions que le travailleur salarié selon le Code du travail.

Organisation administrative

Ministère du Travail, de l'Emploi et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Office béninois de sécurité sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1932.

Loi en vigueur: 1959.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, apprentis, étudiants des établissements techniques et membres de coopératives.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 1 à 4% des salaires selon les risques de l'entreprise.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 50% du salaire durant les 28 premiers jours d'incapacité; 66% par la suite. Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% du salaire utile mensuel. Incapacité partielle: salaire utile multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité jusqu'à 50%, et par 150% pour le pourcentage supérieur à 50%.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareillage, prothèses et transport.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré. Egalement payable au veuf invalide à charge.

Pensions d'orphelins: 15% du salaire pour les 2 premiers orphelins et 10% pour chacun des autres; 20% pour chaque orphelin de père et de mère.

Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun. Maximum: 30%.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire égale à 25% du salaire moyen mensuel.

Organisation administrative

Ministère du Travail, de l'Emploi et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Office béninois de sécurité sociale: Gestion du régime.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi en vigueur: 1955.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés et bénéficiaires de prestations d'assurance sociale ayant 1 enfant ou plus. Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 8,8% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 15 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant 6 mois et doit travailler 18 jours par mois ou être bénéficiaire de prestations d'assurance sociale (ou la mère doit être veuve d'un bénéficiaire).

Allocation prénatale et allocation de naissance: Examens médicaux prescrits.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 1 000 francs par mois pour chaque enfant à partir du premier jusqu'au 6e.

Allocation prénatale: 500 francs par mois pendant 9 mois.

Allocation de naissance: Somme forfaitaire de 6 000 francs pour la 1ère naissance et 3 000 francs pour la 2e et la 3e naissance.

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère du Travail, de l'Emploi et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Office béninois de sécurité sociale: Gestion du régime.